

Chômage: le chiffre caché
Eric Maurin, 13 février 2007

<http://ericmaurin.blogs.nouvelobs.com/archive/2007/02/13/chomage-le-chiffre-cache.html>

Fait totalement inédit, le directeur de l'INSEE, Jean-Michel Charpin, a décidé de repousser sine die la publication des chiffres officiels du chômage et impose à ses collaborateurs un black-out sur des résultats pourtant disponibles. Le débat présidentiel se trouve ainsi privé d'un élément de bilan essentiel. Le chômage a-t-il réellement baissé en France comme presque partout ailleurs en Europe ? On peut désormais en douter. Il n'est pas besoin d'avoir l'esprit mal tourné pour supposer que le chiffre caché est vraiment mauvais.

Le chiffre de l'enquête de l'INSEE pose problème à Jean-Michel Charpin parce qu'il est sans doute très supérieur à l'estimation de 8,6% produite à partir des fichiers de demandeurs d'emploi de l'ANPE. Cette divergence n'a pourtant rien de surprenant. L'évolution du nombre de chômeurs inscrits à l'ANPE reflète tout autant la politique imposée par le directeur de l'ANPE vis-à-vis des demandeurs d'emploi que l'évolution réelle du chômage. Chaque fois que l'agence modifie les conditions d'inscription, de réinscription ou de radiation des chômeurs (comme elle l'a fait à plusieurs reprises dans les années récentes), elle modifie la mesure du chômage, sans que cela traduise l'évolution du marché du travail. Il suffit d'un directeur de l'ANPE « à poigne » pour que les chiffres de l'Agence se déconnectent rapidement de la réalité.

C'est bien la raison pour laquelle, chaque année, les estimations de l'Agence sont corrigées à la lumière des résultats de l'enquête Emploi de l'INSEE (300 000 observations annuelles), la seule capable de produire une mesure du chômage répondant aux critères du Bureau International du Travail. Ces révisions se font bien entendu presque toujours à la hausse. Cette rectification annuelle avait été conçue et imposée par Edmond Malinvaud et Claude Thélot, deux monstres sacrés de la statistique publique française, dans les années 1980, pour éviter que ne dérivent trop longtemps dans la nature les chiffres problématiques de l'ANPE. Nos principaux voisins, l'Allemagne et l'Angleterre, viennent récemment d'adopter une solution plus radicale encore en abandonnant toute utilisation des registres administratifs (jugés bien trop manipulables) pour l'évaluation officielle du taux de chômage. D'autres grands pays, comme les Etats-Unis ou l'Espagne, basent leurs diagnostics uniquement sur leurs enquêtes Emploi respectives, sans aucun suivi de type administratif. Fait intéressant, les chiffres espagnols viennent précisément de révéler une inflexion inattendue à la hausse du chômage au quatrième trimestre 2006.

Pour expliquer sa décision, le directeur de l'INSEE a prétexté un problème de qualité de l'enquête Emploi. Cet argument ne tient pas. L'enquête Emploi est l'un des fleurons de la statistique publique, un outil magnifique de compréhension du social, un capital public à l'accumulation duquel ont contribué depuis des décennies certains des meilleurs spécialistes français. Contrairement à ce qu'a d'abord laissé entendre Jean-Michel Charpin, la version 2006 n'échappe pas à la règle : les taux de réponse sont bons, les chiffres issus des différentes vagues de l'enquête ni plus ni moins cohérents entre eux que d'habitude ou qu'ailleurs en Europe. Aucune rupture particulière avec l'enquête précédente.

Il y a toutefois fort à parier que le directeur de l'INSEE ne persévère dans cette voie et continue de lancer des contre-feux à grands renforts d'enquêtes méthodologiques (enquêtes coûteuses qui ont en fait déjà été menées dans le passé et qu'il va imposer de refaire), tout cela aboutissant à dévaloriser ce que les agents de l'institut produisent de meilleur pour des raisons purement politiques. Devant un tel gâchis, difficile de ne pas éprouver de la colère.